



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/43
24 avril 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin-25 juillet 1997
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL ET DANS LES DOMAINES CONNEXES

Résumé de l'étude sur la situation économique dans la
région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1996

RÉSUMÉ

En 1996, la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes a été marquée par le retour à une croissance modeste allant de pair avec la stabilité des prix qui a caractérisé l'économie de la région pendant les années 90, jusqu'à la crise financière qui a frappé le Mexique à la fin de 1994. Le redressement progressif des économies mexicaine et argentine a été un fait marquant. Le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) de la région sera d'environ 3,4 % (1,7 % pour le PIB par habitant), avec un taux d'inflation moyen inférieur à 20 %. La croissance a été stimulée par la hausse continue des exportations et par un meilleur accès aux financements extérieurs. Les entrées de capitaux devraient, en fait, largement couvrir le déficit courant (2 % du PIB de la région).

La relance de la production est intervenue dans un contexte économique international qui, par rapport aux années précédentes, était plutôt défavorable. La croissance s'est poursuivie au niveau mondial. Les cours des produits de base qui revêtent une importance particulière pour l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont cessé de fluctuer. Les cours de nombreux métaux et du café ont baissé alors que ceux des céréales ont augmenté et que ceux du pétrole étaient plus élevés que les années précédentes. Ainsi, bien que les termes de l'échange de l'ensemble de la région n'aient pas changé par rapport à 1995, ils se sont nettement améliorés pour trois pays seulement et détériorés pour la majorité.

* E/1997/100.

Si en 1995 la situation économique de la région a été marquée par une grande diversité – le Mexique et l'Argentine ont enregistré une contraction de l'activité économique alors que la croissance s'est poursuivie dans d'autres pays – on a constaté une plus grande convergence en 1996. D'une part, le Mexique et l'Argentine ont renoué avec la croissance. D'autre part, l'activité économique s'est quelque peu ralentie dans plusieurs pays en 1996, du fait de politiques visant à juguler l'inflation, comme au Brésil, au Chili, en Colombie et au Costa Rica, ou à prévenir les difficultés de la balance des paiements, comme au Pérou. En conséquence, la plupart des pays ont enregistré une croissance de 3 à 5 %. Seuls six pays ont enregistré un taux supérieur tandis que le PIB a stagné dans deux pays (Costa Rica et Jamaïque) et que deux autres (Antigua-et-Barbuda et Venezuela) connaissaient une contraction de l'activité économique.

Les exportations ont contribué pour beaucoup à la croissance économique de la région, leur volume ayant augmenté presque trois fois plus vite que le PIB. Parmi les éléments de la demande intérieure, la consommation semble avoir augmenté plus rapidement que l'investissement dans l'ensemble de la région bien que ce dernier ait repris sa progression après la baisse de l'année précédente.

La reprise économique ne s'est pas accompagnée d'une croissance de l'emploi. Bien au contraire, le chômage urbain a atteint son niveau record de la décennie en 1996. La situation régionale était largement conditionnée par le fait que la reprise économique en Argentine et au Mexique ne s'est pas accompagnée de la création d'emplois en nombre suffisant alors que d'autres pays où la situation de l'emploi était relativement favorable les années précédentes ont rencontré des difficultés en 1996 (Brésil et Colombie). Seuls quelques pays ont un taux de chômage en baisse (Chili et Pérou).

L'inflation a continué de baisser en 1996. Le taux d'inflation régional moyen est tombé de 888 % en 1993 à 337 % en 1994, puis à 26 % en 1995 et à 20 % en 1996, son niveau le plus bas depuis le début des années 70. En outre, de nombreux pays ont enregistré un taux d'inflation inférieur ou légèrement supérieur à 10 %. Dans le cas de l'Argentine, les prix n'ont pas augmenté. En revanche, le Venezuela a enregistré brièvement une inflation à trois chiffres. Quant au Brésil et au Mexique, ils ont nettement réussi à ralentir la hausse des prix.

Pour la plupart des gouvernements de la région, la stabilisation est restée la priorité, les politiques budgétaires et monétaires ayant été leurs principaux moyens d'intervention. Le Chili a de nouveau enregistré un excédent budgétaire tandis que la République dominicaine, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou ont équilibré leur budget. Si le Venezuela a pu résorber entièrement un très gros déficit, l'équilibre budgétaire de quatre pays (Argentine, Colombie, Équateur et El Salvador) s'est considérablement détérioré. S'il est vrai que la situation budgétaire du Brésil et du Costa Rica ne s'est pas particulièrement aggravée, elle demeure toutefois préoccupante.

Les efforts de stabilisation ont été conditionnés par une politique monétaire restrictive. On a souvent eu recours à l'augmentation des taux d'intérêt pour modérer la demande globale et limiter les effets expansionnistes de l'accumulation des réserves sur les dépenses. L'appréciation du taux de change a également contribué à réduire l'inflation, et ce dans 11 pays de la région. Seulement cinq pays ont enregistré une dépréciation réelle de leur monnaie. L'augmentation des taux de change a permis de lutter contre l'inflation, mais elle a parfois pesé sur les échanges.

En 1996, les exportations de marchandises de la région ont augmenté de 11 % par rapport à 1995. Outre les pays exportateurs de pétrole, les pays qui ont eu les meilleurs résultats étaient ceux qui ont pu compenser la baisse des prix par une augmentation substantielle du volume de marchandises vendues. Quant aux importations, elles ont augmenté de 10,6 % en 1996. Les résultats les plus significatifs ont été enregistrés en Argentine et au Mexique où les importations avaient nettement baissé en 1995 du fait de la récession.

Les échanges entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont demeurés importants bien qu'ils aient quelque peu perdu de leur vivacité par rapport aux années précédentes. Parmi les groupements d'intégration régionale pour lesquels des données sont disponibles, c'est seulement dans le cas du MERCOSUR que le commerce entre les États membres s'est accru plus rapidement que l'évolution d'ensemble du commerce.

Le déficit courant de la région s'est plus ou moins stabilisé à 32,5 milliards de dollars des États-Unis. Les déficits de l'Argentine et du Brésil ont considérablement augmenté, ceux du Mexique et du Panama ont légèrement augmenté tandis que le Chili est passé d'un excédent à un déficit. En revanche, le Pérou a substantiellement réduit son déficit, l'Équateur est passé d'un déficit à un excédent et le Venezuela a considérablement augmenté son excédent.

Les déficits courants ont été financés par des entrées massives de capitaux. En effet, l'une des tendances les plus notables en 1996 a été l'accès plus large des pays d'Amérique latine aux marchés financiers internationaux, devenus très réticents après la crise financière mexicaine. Une autre évolution importante a trait à la structure des apports de capitaux, ceux-ci étant plus largement constitués d'investissements directs et d'instruments de dette à moyen et long termes.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 13	5
I. POLITIQUE ÉCONOMIQUE	14 - 22	7
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	23 - 28	10
III. INFLATION	29 - 32	11
IV. EMPLOI ET SALAIRES	33 - 35	12
V. SECTEUR EXTÉRIEUR	36 - 58	13
A. Commerce extérieur et termes de l'échange . . .	36 - 50	13
B. Solde du compte des opérations courantes et financement extérieur	51 - 58	16

INTRODUCTION

1. En 1996, la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes a été marquée par le retour à une croissance modeste allant de pair avec la stabilité des pays qui a caractérisé l'économie de la région pendant les années 90, jusqu'à la crise financière qui a frappé le Mexique à la fin de 1994. Le redressement progressif des économies mexicaine et argentine a été un fait marquant. Le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) de la région sera d'environ 3,4 % (1,7 % pour le PIB par habitant), le taux d'inflation moyen tombant en dessous de 20 % et le taux d'augmentation des prix dans plus de la moitié des pays de la région étant inférieur ou légèrement supérieur à 10 %. La croissance a été stimulée par l'augmentation continue des exportations et par un accès accru aux financements extérieurs. Les apports de capitaux, d'un montant d'environ 50 milliards de dollars É.-U., devraient, en fait, largement couvrir le déficit courant (2 % du PIB de la région) et permettre de constituer d'abondantes réserves. En revanche, le taux d'inflation était plus élevé qu'en 1995, ce qui indique que la croissance à des rythmes variables s'est poursuivie en 1996.

2. La relance de la production est intervenue dans un contexte économique international qui, par rapport aux années précédentes, était plutôt défavorable. S'il est vrai que la croissance s'est poursuivie au niveau mondial, le taux de croissance du commerce mondial, qui a atteint le niveau exceptionnel de 8 % en 1995, est tombé à 5 % en 1996. En outre, les cours des produits de base, qui revêtent une importance particulière pour l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont cessé de fluctuer. À titre d'exemple, les cours de nombreux métaux et du café ont baissé alors que ceux des céréales ont augmenté. Les cours du pétrole étaient plus élevés que les années précédentes, ce qui a été avantageux pour les exportateurs mais a créé des difficultés pour les importateurs. Ainsi, bien que les termes de l'échange de l'ensemble de la région n'aient pas changé par rapport à 1995, ils se sont nettement améliorés pour trois pays seulement et détériorés pour la majorité.

3. Si en 1995 la situation économique de la région a été caractérisée par une grande diversité – le Mexique et l'Argentine ont enregistré une contraction de l'activité économique alors que la croissance s'est poursuivie dans d'autres pays – l'évolution a été plus harmonieuse en 1996. D'une part, le Mexique et l'Argentine ont renoué avec la croissance. D'autre part, l'activité économique s'est ralentie dans plusieurs pays en 1996, du fait de politiques visant à juguler l'inflation, comme au Brésil, au Chili, en Colombie et au Costa Rica, ou à prévenir des difficultés de la balance des paiements, comme au Pérou. En conséquence, la plupart des pays ont enregistré une croissance de 3 à 5 %. Seuls six pays ont enregistré un taux supérieur tandis que le PIB a stagné dans deux pays (Costa Rica et Jamaïque) et que dans deux autres (Antigua-et-Barbuda et Venezuela) l'activité économique s'est contractée.

4. Les exportations ont contribué pour beaucoup à la croissance économique de la région, leur volume ayant augmenté presque trois fois plus vite que le PIB. Elles ont été un facteur déterminant de la reprise au Mexique et ont compensé la faible demande intérieure dans certains pays, notamment en Colombie, au Pérou, au Venezuela et dans la plupart des pays d'Amérique centrale. Parmi les éléments de la demande intérieure, la consommation semble avoir augmenté plus

rapidement que l'investissement dans l'ensemble de la région bien que ce dernier ait renoué avec la hausse après la baisse de l'année précédente. La reprise économique ne s'est pas accompagnée d'une croissance de l'emploi. Bien au contraire, le chômage urbain a atteint son niveau record de la décennie en 1996. La situation régionale était largement conditionnée par le fait que la reprise économique en Argentine et au Mexique ne s'est pas accompagnée de la création d'emplois en nombre suffisant alors que d'autres pays où la situation de l'emploi était relativement favorable les années précédentes ont rencontré des difficultés en 1996 (Brésil et Colombie). Seuls quelques pays ont un taux de chômage en baisse (Chili et Pérou). Une plus grande diversité a été constatée quant aux mouvements des salaires : ils ont augmenté dans certains pays, stagné dans d'autres et baissé dans d'autres encore.

5. L'inflation a continué de baisser en 1996. Le taux d'inflation régional moyen est tombé de 888 % en 1993 à 337 % en 1994, puis à 26 % en 1995 et à 20 % en 1996, son niveau le plus bas depuis le début des années 70. En outre, de nombreux pays ont enregistré un taux d'inflation inférieur ou légèrement supérieur à 10 %. Dans le cas de l'Argentine, les prix n'ont pas augmenté. Par contre, le Venezuela a enregistré brièvement une inflation à trois chiffres. Quant au Brésil et au Mexique, ils ont nettement réussi à ralentir la hausse des prix.

6. Pour la plupart des gouvernements de la région, la stabilisation est restée la priorité, les politiques budgétaires et monétaires ayant été leurs principaux moyens d'intervention. Le Chili a de nouveau enregistré un excédent budgétaire, tandis que la République dominicaine, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou ont équilibré leur budget. Si le Venezuela a pu résorber entièrement son très gros déficit, l'équilibre budgétaire de quatre pays (Argentine, Colombie, Équateur et El Salvador) s'est considérablement détérioré. S'il est vrai que la situation budgétaire du Brésil et du Costa Rica ne s'est pas particulièrement aggravée, elle demeure toutefois préoccupante.

7. Les efforts de stabilisation ont été conditionnés par une politique monétaire restrictive. On a souvent eu recours à l'augmentation des taux d'intérêt pour modérer la demande globale et limiter les effets expansionnistes de l'accumulation des réserves sur les dépenses. Dans 11 pays de la région, l'appréciation du taux de change a également contribué à réduire l'inflation. Seulement cinq pays ont enregistré une dépréciation réelle de leur monnaie. L'augmentation des taux de change a permis de lutter contre l'inflation, mais elle a parfois pesé sur les échanges.

8. En 1996, les exportations régionales de marchandises ont atteint 248 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 % par rapport à 1995. Outre les pays exportateurs de pétrole, les pays qui ont enregistré les meilleurs résultats étaient ceux qui ont pu compenser la baisse des prix par une augmentation substantielle du volume de marchandises vendues. Il s'agit notamment des exportateurs de produits manufacturés (tels que le Mexique), ainsi que de la Bolivie, de la République dominicaine, de l'Uruguay et de certains pays d'Amérique centrale.

9. Les importations se sont élevées à plus de 245 milliards de dollars en 1996, soit une augmentation de 10,6 %, ce qui est légèrement inférieur au

taux de 12,3 % enregistré en 1995. Les résultats les plus significatifs ont été enregistrés en Argentine et au Mexique où les importations avaient nettement baissé en 1995 du fait de la récession.

10. Les échanges entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont demeurés importants bien qu'ils aient quelque peu perdu de leur vivacité par rapport aux années précédentes. Parmi les groupements d'intégration régionale pour lesquels des données sont disponibles, c'est seulement dans le cas du Marché commun du cône Sud (MERCOSUR) que le commerce entre les États membres s'est accru plus rapidement que l'évolution générale des échanges. Comme l'augmentation de la rémunération des facteurs a compensé la contraction du déficit commercial, le déficit courant de la région est resté à peu près inchangé à 32,5 milliards de dollars. Les déficits de l'Argentine et du Brésil ont considérablement augmenté, ceux du Mexique et du Panama ont légèrement augmenté, tandis que le Chili est passé d'un excédent à un déficit. En revanche, le Pérou a substantiellement réduit son déficit, l'Équateur est passé d'un déficit à un excédent et le Venezuela a considérablement augmenté son excédent.

11. Les déficits courants ont été financés par des entrées massives de capitaux. En effet, l'une des tendances les plus notables en 1996 a été l'accès plus large des pays d'Amérique latine aux marchés financiers internationaux, devenus très réticents après la crise financière mexicaine en 1994 et en 1995. Une autre évolution importante a trait à la structure des apports de capitaux, ceux-ci étant plus largement constitués d'investissements directs et d'instruments de dette à moyen et long terme.

12. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette tendance favorable, on peut citer les programmes internationaux d'assistance financière au Mexique et à l'Argentine en 1995, l'évolution exceptionnelle des marchés financiers internationaux au cours des 18 derniers mois, la stabilité des taux d'intérêt aux États-Unis et la faiblesse des taux d'intérêt au Japon et en Europe. Cette évolution s'est traduite par des émissions de titres de qualité assortis d'échéances plus longues et de fourchettes de taux d'intérêt plus étroites. L'apport massif d'investissements étrangers directs, qui jusqu'en 1993 provenaient essentiellement des privatisations, représentait, en 1996, une importante source de nouveaux capitaux. Un nombre croissant de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont commencé à adopter des politiques visant à encourager des apports de capitaux à plus long terme.

13. L'afflux d'investissements étrangers directs a permis aux gouvernements de moins dépendre des apports à court terme tandis que l'amélioration des conditions dont sont assorties les obligations ont réduit le service de la dette pour certaines des économies les plus importantes de la région.

I. POLITIQUE ÉCONOMIQUE

14. Pratiquement tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont cherché avant tout à stabiliser leur économie. Ils ont donc continué à appliquer des politiques budgétaires prudentes et un contrôle monétaire rigoureux. Ils y ont été largement aidés par la situation internationale favorable : faibles taux d'intérêt, demande extérieure soutenue et offres de capitaux à court terme et à long terme, dont le courant a repris remarquablement bien quelques mois

/...

seulement après la crise des marchés financiers de la région. La bonne circulation des capitaux a eu principalement pour effet de garder les taux de change nominaux à des niveaux correspondant aux anticipations de prix intérieurs. Dans les pays où l'activité économique donnait des signes de ralentissement et où le taux d'inflation était modéré, les politiques visant à freiner la demande ont été assouplies. Dans d'autres, une contraction de la demande intérieure a quelque peu soulagé la balance des paiements.

15. Au Chili, au Guatemala, au Mexique, au Panama, au Paraguay, au Pérou et dans la République dominicaine, un meilleur recouvrement de l'impôt et le contrôle plus strict des dépenses publiques ont permis aux autorités d'équilibrer les comptes publics ou d'obtenir un excédent. Il y a eu une amélioration sensible à Cuba, en Haïti, au Nicaragua et au Venezuela, tandis que le déficit restait pratiquement inchangé dans quatre autres pays : Bolivie, Honduras et Uruguay (pays au déficit modéré) et au Costa Rica (dont le déficit est un peu plus important). Le Brésil a réussi à réduire son déficit, mais l'écart est resté non négligeable. La situation budgétaire ne s'est détériorée que dans quatre pays : l'Argentine, la Colombie, l'Équateur et El Salvador, encore que seul l'Équateur ait enregistré un déficit de plus de 3 %. En somme, le déficit financier du secteur public a été de plus de 3 % dans trois seulement des 19 pays étudiés. La gestion budgétaire est toutefois devenue plus procyclique – le lien entre le niveau de revenu et le niveau de l'activité s'est resserré alors que les dépenses ont eu tendance à se contracter en période de récession – et la demande a été freinée dans les domaines sociaux.

16. C'est aussi la recherche de la stabilisation, condition préalable à la croissance, qui a motivé l'adoption de politiques monétaires et de politiques de change tendant à maintenir les liquidités et les taux de change à des niveaux qui permettent de continuer à lutter contre l'inflation. En ce qui concerne la politique de change, les monnaies de 11 pays de la région – Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, El Salvador, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine – se sont plus ou moins appréciées, par suite d'entrées importantes de capitaux à court terme et à long terme et, dans la plupart des cas, de politiques monétaires rigoureuses. Trois autres pays – Costa Rica, Guatemala et Panama – ont maintenu stables leurs taux de change réels et il n'y a eu de véritable dépréciation de la monnaie que dans cinq pays – Argentine, Uruguay, Équateur, Honduras et Venezuela. En Argentine et en Uruguay, l'augmentation du taux de change effectif en termes réels a été due à la dépréciation de leur monnaie respective par rapport au real brésilien; et au Venezuela, la dépréciation a été importante par rapport à la forte hausse de l'année précédente.

17. D'une façon générale, la politique monétaire a fixé des objectifs d'expansion des liquidités conformes à la baisse de l'inflation. Lorsque l'expansion monétaire a donné des signes de dépassement de ces objectifs, l'excédent a été absorbé par des opérations d'open-market, qui ont souvent créé une dichotomie entre la stabilisation et la croissance. Dans certains pays où l'activité économique s'est ralentie, les autorités ont choisi d'assouplir leur politique monétaire pour se concentrer sur la croissance.

18. Les problèmes de solvabilité qu'avaient connus les systèmes bancaires de plusieurs pays l'année précédente ont laissé des traces qui n'ont pas encore été

entièrement effacées. Dans la plupart des cas, l'incertitude a été en partie levée grâce à l'aide considérable accordée par le secteur public pour renflouer certaines des banques intéressées; la conversion des portefeuilles de prêts exigibles en titres publics a toutefois entraîné des dépenses budgétaires ou parabudgétaires qui pèsent encore sur les budgets et les taux d'intérêt. Ce problème est aggravé lorsque les niveaux d'activité ne sont pas suffisants pour permettre aux agents productifs dont le volume des arriérés est inquiétant d'échapper à l'insolvabilité.

19. Dans ce contexte, l'inflation a reculé dans presque tous les pays. Le taux de croissance, par contre, est resté modéré et le chômage est monté en flèche. Dans de nombreuses parties de la région, peut-être à l'exception du Chili, la politique économique doit faire des choix douloureux entre des objectifs antagoniques, par exemple l'équilibre budgétaire, l'emploi, l'inflation, la dette, l'épargne intérieure et les prix relatifs. Le seul moyen de concilier ces objectifs semblerait être d'obtenir une courbe de croissance stable, avec une consommation suffisante pour assurer la croissance, mais sans la dépasser. Un contexte international favorable à la région l'aiderait beaucoup à atteindre cet objectif.

20. À de rares exceptions près, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont apporté que des ajustements mineurs à leur politique commerciale en 1996. Il y a eu une augmentation des restrictions, qui a neutralisé (ne serait-ce que temporairement) l'ouverture des économies amorcée quelques années auparavant. Tel a été particulièrement le cas au Guatemala, qui a adopté plusieurs mesures de nature protectionniste. Le Guatemala a invoqué la clause de sauvegarde pour imposer des droits de douane spéciaux au ciment mexicain. Une mesure similaire a été appliquée aux produits avicoles. En outre, des plans ont été mis en route en vue de réduire les droits de douane sur les biens de production, les matières premières et les biens d'équipement utilisés par l'industrie et diminuer de 1 % les droits appliqués aux produits finis; la protection effective de toutes les branches de l'industrie s'en est trouvée renforcée.

21. En 1996, les pays d'Amérique latine ont poursuivi les réformes structurelles, mais à un rythme moins rapide que les années précédentes. Ils ont davantage mis l'accent sur l'application des réformes qui avaient déjà été décidées – la mise en vigueur des nouveaux systèmes de sécurité sociale basés sur la capitalisation des contributions et la vente d'un certain nombre d'entreprises publiques, par exemple.

22. Le processus d'intégration s'est poursuivi en 1996, bien qu'à des degrés divers pour les quatre unions douanières de la région, qui se trouvent toutes à des stades de développement différents; des tarifs extérieurs communs déterminent la politique tarifaire de la grande majorité des pays de la région. Le nombre d'accords préférentiels et d'accords de libre-échange a continué d'augmenter et diverses initiatives, qui pourraient conduire à la convergence multilatérale des différents accords d'intégration, ont été mises en route. Le modèle de régionalisme ouvert semble donc avoir fermement pris racine dans la région.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

23. Le produit intérieur brut (PIB) des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté de 3,4 % en 1996, après de piètres résultats l'année précédente, et a donc retrouvé son ancienne tendance à la croissance modérée. En conséquence, le PIB par habitant est passé à 1,7 %, soit un peu plus que le taux annuel moyen enregistré depuis le début de la décennie. En dépit de cette tendance à la hausse, le PIB régional de 1996 n'a été supérieur que de 34 % à celui de 1980 – année qui a précédé la crise de l'endettement – et le PIB par habitant a été inférieur de 1 % à celui de cette même année. Les meilleurs résultats de la région en 1996 tiennent essentiellement à la reprise de l'activité économique en Argentine, au Mexique et en Uruguay. Une croissance plus vigoureuse à la Barbade, dans la République dominicaine, en Guyane et au Nicaragua y a aussi contribué, de même que le rythme rapide de l'expansion économique au Chili, bien qu'il ait été moins soutenu que l'année précédente. Les tendances en Bolivie et au Honduras ont été quasiment les mêmes qu'en 1995, les deux pays affichant des taux de croissance très proches de la moyenne régionale. Toutefois, 11 autres pays ont connu une baisse des taux de croissance de leur économie. Le fléchissement a été particulièrement marqué au Pérou, dont le taux d'expansion a perdu plus de cinq points de pourcentage (voir tableau 2).

24. L'Argentine et le Mexique ont amorcé un retour en force du fait que les effets gravement préjudiciables de la crise financière du mois de décembre 1994 s'estompaient; cette crise, qui avait été déclenchée par la dévaluation brutale du peso mexicain, avait provoqué un changement de direction des apports de capitaux extérieurs au Mexique et les répercussions de ce retournement s'étaient fait sentir en Argentine. En 1996, toutefois, les entrées de capitaux extérieurs ont repris dans les deux pays, ce qui a contribué à alléger les contraintes pesant sur leurs balances des paiements. Après une forte baisse en 1995, qui était essentiellement une conséquence de la récession en Argentine, l'économie de l'Uruguay a amorcé une reprise, qui s'est confirmée à mesure que l'économie de son voisin se redressait.

25. Par contraste, les moins bons résultats obtenus dans un important groupe de pays ont été dus entièrement aux politiques d'ajustement qu'ils avaient appliquées, soit alors que leurs économies commençaient à surchauffer (par exemple le Brésil, le Chili, la Colombie, El Salvador, le Guatemala et le Pérou), soit pour faire face à des déséquilibres macro-économiques graves, comme dans le cas, encore une fois, du Brésil, ainsi que du Costa Rica et du Venezuela – qui étaient tous aux prises avec de graves déficits budgétaires – et, dans une moindre mesure, de l'Équateur. Par contre, au Paraguay, la baisse du taux de croissance a été due à la crise bancaire.

26. L'économie de sept des pays figurant dans le tableau 2 (Barbade, Chili, Cuba, Guyane, Nicaragua, République dominicaine et Sainte-Lucie) a progressé à un taux de plus de 5 %. Dans 13 autres (Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, El Salvador, Grenade, Guatemala, Honduras, Mexique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago et Uruguay), la progression s'est située entre 3 et 5 %, ce qui semblerait indiquer un certain degré de convergence en ce qui concerne le rythme de la croissance économique des pays de la région. Dans cinq autres (Équateur, Haïti, Panama, Paraguay et Pérou), le taux de croissance a été de 2 %, tandis que le PIB est resté inchangé dans deux

pays (Costa Rica et Jamaïque) et a régressé au Venezuela et à Antigua-et-Barbuda.

27. Bien que le taux d'accroissement de la population soit resté élevé dans de nombreux pays, le PIB par habitant a augmenté dans la plupart d'entre eux (voir tableau 3). Dans sept pays – la Barbade, Chili, Cuba, Guyane, République dominicaine, Sainte-Lucie et Uruguay – cet indicateur de bien-être est passé au-dessus de 4 %; dans 10 autres – Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, El Salvador, Grenade, Mexique, Nicaragua, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago – il a augmenté de 1 % à 3 % ou un peu moins et, dans cinq autres – Belize, Guatemala, Honduras, Panama et Pérou – il a légèrement progressé. Dans les sept pays restants – Antigua-et-Barbuda, Costa Rica, Équateur, Haïti, Jamaïque, Paraguay et Venezuela – le PIB par habitant a diminué.

28. Néanmoins, par suite des piètres résultats des pays d'Amérique latine et des Caraïbes au cours des décennies précédentes, seuls neuf pays avaient un PIB par habitant considérablement plus élevé en 1996 qu'en 1990; ce sont Saint-Kitts-et-Nevis (136 %), Sainte-Lucie (98 %), Saint-Vincent-et-les Grenadines (93 %), Dominique (78 %), Antigua-et-Barbuda et Grenade (74 %), Chili (56 %), Colombie (36 %) et Belize (33 %). Dans sept autres pays, il était un peu plus élevé qu'en 1980, à savoir : République dominicaine (17 %), Uruguay (14 %), Jamaïque (13 %), Panama (10 %), la Barbade (8 %), Guyana (7 %) et El Salvador (5 %). En Argentine, au Brésil, au Costa Rica et au Paraguay, cet indicateur se situait entre 2 % et 0 % au-dessus de son niveau du début des années 80, mais les plus fortes baisses du PIB par habitant ont été enregistrées en Haïti (-40 %), au Nicaragua (-34 %), à Trinité-et-Tobago (-30 %), au Venezuela (-28 %), au Pérou (-13 %), au Guatemala (-12 %), en Bolivie (-10 %), au Suriname (-8 %), au Honduras (-5 %), en Équateur (-4 %) et au Mexique (-1 %) (voir tableau 3).

III. INFLATION

29. Le taux d'inflation régional a été un peu plus faible en 1996. Cette diminution – de 26 % en 1995 à moins de 20 % en 1996 – a confirmé la tendance à la baisse qui s'était amorcée en 1994, lorsque le taux d'inflation était tombé à 340 %, alors qu'il était de 890 % en 1993. Ce phénomène a été assez également réparti en 1996, puisque l'inflation a diminué dans 10 des 22 pays étudiés et que l'indice des prix à la consommation est resté stable ou n'a monté que légèrement dans 11 autres. Le seul pays dont la situation ait empiré est le Venezuela où l'inflation a atteint des niveaux supérieurs à 100 % (voir tableau 4).

30. L'inflation a été négligeable dans trois pays (Argentine, Barbade et Panama), en dessous de 10 % dans huit autres (Bolivie, Chili, El Salvador, Guyana, Nicaragua, Paraguay, République dominicaine et Trinité-et-Tobago) et s'est située entre 10 et 12 % dans trois autres (Brésil, Guatemala et Pérou). Huit autres pays (Colombie, Costa Rica, Équateur, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique et Uruguay) ont enregistré des hausses de prix de 15 à 30 %. La réduction marquée du taux régional d'inflation et les meilleurs résultats de la grande majorité des pays ont été rendus possibles par les programmes de stabilisation que nombre d'entre eux ont appliqués à la fin des années 80 ou au

début des années 90, et le Brésil à partir du deuxième semestre de 1994. Ces efforts de stabilisation ont subi quelques contretemps – au Mexique, en 1995, et au Venezuela en 1993, par exemple – mais même dans ces cas-là, l'inflation a régressé dès que les pays en question ont entrepris d'appliquer des plans d'ajustement rigoureux.

31. La baisse considérable du taux d'inflation du Brésil constatée depuis le deuxième semestre de 1994 a marqué la fin du dernier des épisodes de quasi-hyperinflation que la région a connue pendant les années 80 et le début des années 90. En Bolivie, le taux de hausse des prix est modéré depuis 1986 et l'Argentine a réussi à freiner l'inflation depuis 1992; en fait, le taux d'inflation y était proche de 0 % en 1996, ce qui est un record sans précédent pour ce pays et l'un des taux les plus faibles du monde à cette date. L'inflation a eu tendance à monter un peu au Pérou, qui avait pourtant réussi, les années précédentes, à réduire les taux très élevés enregistrés en 1988-1990. Le taux d'inflation annuel au Nicaragua baisse rapidement depuis 1992; il y était de 9 % en 1996. Il y a un contraste frappant entre ces résultats et le niveau de l'inflation jusqu'en 1991, qui avait atteint un niveau record de près de 34 000 % en 1988.

32. Le Brésil a combattu l'inflation avec succès; il a réussi à faire passer son taux de hausse des prix de 2 500 % en 1993 à 930 % en 1994, à 22 % en 1995 et à juste 10 % pendant la période de 12 mois se terminant au mois de novembre 1996. Le plan engagé par le Gouvernement au mois de juillet 1994 est aujourd'hui en vigueur depuis 30 mois, ce qui est en soi remarquable, vu le sort qu'ont connu tous les autres plans adoptés depuis 1980.

IV. EMPLOI ET SALAIRES

33. La remontée modérée du taux de croissance régional n'a pas apporté d'amélioration dans la situation de l'emploi. Le taux de chômage dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a atteint des proportions critiques dans divers pays en 1995, puis a encore augmenté – de 7,3 % à 7,7 % – en 1996. C'est dire qu'à la fin de 1996, le taux de chômage dans les zones urbaines de la région sera le plus élevé de ces 10 dernières années. La raison en est que l'offre de main-d'oeuvre est restée assez stable alors que la création d'emplois était faible.

34. Les résultats d'ensemble de la région dans ce domaine sont essentiellement le fruit de trois modes de comportement. Premièrement, certains pays ont connu une grave détérioration de la situation de l'emploi en 1995 et n'ont pas été en mesure d'y remédier de façon sensible en 1996. Deuxièmement, dans plusieurs pays, le marché du travail a assez bien fonctionné jusqu'en 1996, mais des difficultés y sont apparues cette année-là en ce qui concerne la création d'emplois. Enfin, quelques pays ont réussi à maintenir une tendance à la baisse en matière de chômage.

35. C'est essentiellement dans les activités tertiaires que sont créés de nouveaux emplois. Le seul grand pays de la région où l'emploi dans l'industrie ait connu une forte augmentation a été le Mexique, où elle a compensé le recul qu'avait connu ce secteur l'année précédente. Le rythme de la création d'emplois a été particulièrement remarquable dans le secteur de la maquila.

Malgré une reprise de certaines activités structurées, la tendance à des formes de plus en plus précaires de participation au marché du travail a persisté au niveau régional; ce phénomène peut être attribué au développement des types d'activités les moins structurées en même temps qu'à l'instabilité croissante de nombreux emplois parmi les activités structurées. Les tendances en matière de salaires réels ont été disparates : fortes augmentations dans certains pays, stagnation dans d'autres et fortes diminutions dans les autres.

V. SECTEUR EXTÉRIEUR

A. Commerce extérieur et termes de l'échange

36. En 1996, les exportations de marchandises se sont chiffrées à plus de 248 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente (voir tableaux 6 et 9), ce qui traduit un ralentissement de la croissance très rapide des exportations observée en 1994 et 1995. Étant donné le poids de son économie, c'est une fois encore le Mexique qui a le plus influencé les résultats d'ensemble de la région; en fait, des 24,6 milliards de dollars d'augmentation enregistrés pour l'ensemble de la région, 16 milliards sont à mettre à l'actif du Mexique. Les exportations mexicaines ont connu une croissance très vigoureuse (près de 20 %) encore qu'inférieure à celle de 1995 (31 %). Le taux de croissance global s'explique essentiellement par l'expansion des exportations de biens manufacturés, y compris ceux produits par les entreprises de montage délocalisées ("maquiladoras"), mais la hausse des prix et du volume des exportations de pétrole s'est également traduite par une augmentation considérable des recettes (35 %). Le ralentissement a été général dans la région, seuls le Venezuela et, dans une moindre mesure, la Bolivie et l'Uruguay ayant enregistré des taux de croissance en hausse; il s'explique par la stagnation ou la baisse généralisée des prix à l'exportation, en contraste marqué avec les fortes augmentations enregistrées l'année précédente. Seuls les principaux pays exportateurs de pétrole et l'Argentine ont été épargnés.

37. La croissance des recettes du Venezuela et de l'Équateur s'explique essentiellement par la hausse des prix des hydrocarbures. Le prix moyen à l'exportation pratiqué par Petroleos de Venezuela, la société pétrolière d'État du Venezuela, au cours des 11 premiers mois de 1996 a été de 17,70 dollars le baril, soit quelque 3 dollars de plus qu'en 1995. Le volume des exportations pétrolières a lui aussi considérablement augmenté. L'Équateur a en outre bénéficié de la hausse du prix à l'exportation des bananes et de la farine de poisson.

38. Parmi les autres pays, la Bolivie, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua, la République dominicaine et l'Uruguay ont su faire face à la stagnation ou à la baisse des prix unitaires en augmentant considérablement (de 10 % ou plus) le volume de leurs exportations. L'Argentine n'a gagné que 7 % en volume, mais a bénéficié de prix nettement plus élevés.

39. Au sein de ce groupe de pays, dans les pays d'Amérique centrale, les entreprises de montage délocalisées ont fortement contribué à la croissance du volume des exportations, notamment au Nicaragua où les recettes d'exportation ont fait un bond de 19 %. La croissance soutenue du secteur du montage pour l'étranger au Honduras a compensé la chute du prix du café et la baisse – moins

marquée – du prix des crevettes. La situation a été analogue en El Salvador, où les exportations de produits des entreprises de montage délocalisées ont augmenté, de même que les ventes de sucre.

40. En Argentine et en Uruguay, les recettes d'exportation ont augmenté de 13 % et 11 %, respectivement. Dans les deux pays, la chute du prix de la viande a été plus que compensée par une augmentation du volume exporté, encore que cette augmentation ait été moindre en Argentine, où les prix à l'exportation se sont maintenus. L'Argentine a exporté de plus grandes quantités de céréales, de fruits, de produits de la pêche, de certains demi-produits et de carburant. Les deux pays ont su tirer parti de l'apathie de la demande interne au cours de la période précédente et profiter de l'expansion des marchés extérieurs.

41. Les mêmes facteurs ont contribué à une croissance substantielle du volume des exportations de la Bolivie, surtout pour ce qui est des produits non traditionnels. La croissance appréciable du volume des exportations de la République dominicaine est, quant à elle, attribuable à de meilleures conditions météorologiques et au relèvement du quota d'importation de sucre des États-Unis.

42. Dans un autre groupe de pays, la croissance médiocre des exportations s'est traduite par une augmentation pareillement médiocre des recettes d'exportation. Au Brésil, les résultats ont varié selon les produits mais, dans l'ensemble, les exportations ont diminué en 1996 malgré les efforts du Gouvernement pour les promouvoir. En Colombie, on a assisté à un essor des exportations traditionnelles telles que le charbon, les hydrocarbures et le café, mais aussi à une diminution des exportations non traditionnelles due à la hausse du cours réel du peso.

43. Les exportations du Costa Rica se sont ressenties de la chute du prix du café, d'une récolte de bananes moins abondante et d'une contraction du secteur du montage pour l'étranger due au contingentement des importations de vêtements aux États-Unis. Au Pérou, les écarts constatés d'un produit à l'autre s'expliquent surtout par des différences de prix. La valeur des exportations de poisson, de produits chimiques, de minerai de fer, de pétrole, de produits agricoles et de minéraux non métalliques a considérablement augmenté.

44. Enfin, cinq pays ont eu des recettes d'exportation inférieures à celles de l'année précédente, en raison, dans la plupart des cas, d'une contraction des volumes conjuguée à une baisse des prix. À Haïti, la diminution a été particulièrement marquée (19 %) par contraste avec le bond en avant de 1995 (84 %). Le Chili a subi les effets d'une baisse des prix des produits de base qu'il exporte – principalement le cuivre – qui avaient beaucoup renchéri et dont la valeur est retombée à un niveau plus proche des tendances à long terme. Une situation analogue s'est produite au Guatemala, avec le prix du café, et au Panama, où des facteurs internes et externes ont été préjudiciables à la production de produits d'exportation, dont la vente a donné des résultats très médiocres. Au Paraguay, la chute des recettes d'exportation s'explique principalement par la baisse de la production des produits d'exportation, en particulier le coton.

45. Compte tenu de la tendance des prix à l'exportation en Amérique latine (lesquels ont été fortement influencés par les prix des produits de base) et de

la hausse du prix du pétrole, il n'est pas surprenant que les termes de l'échange réels (c'est-à-dire le rapport entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation) se soient dans l'ensemble détériorés en 1996 (voir tableau 8). Les seuls pays où les termes de l'échange réels se soient améliorés sont les exportateurs de pétrole - Équateur et Venezuela - et l'Argentine.

46. Les importations de marchandises de la région se sont chiffrées à près de 245,5 milliards de dollars en 1996 et ont augmenté pratiquement autant que les exportations (près de 11 %). Ce chiffre, légèrement inférieur à celui de l'année précédente, indique que les importations de la région en sont bel et bien revenues à un niveau raisonnable après leur montée en flèche de 1994 (19 %). L'amélioration a été particulièrement marquée en Argentine et au Mexique, les deux pays les plus touchés par l'ajustement de 1995, et la flambée des importations a pris fin au Brésil (voir tableaux 7 et 9).

47. Les prix unitaires étant restés stables dans l'ensemble, les variations de la valeur des importations ont surtout été déterminées par l'évolution des volumes importés, liée quant à elle à celle du PIB. En règle générale, les importations ont augmenté plus vite dans les pays dont l'économie a connu une reprise. Cependant, dans la mesure où l'activité économique s'est ralentie dans la plupart des pays, les importations ont presque partout stagné, baissé ou connu une croissance nettement moindre.

48. Parmi tous les groupements régionaux d'Amérique latine pour lesquels des données étaient disponibles, le Marché commun sud-américain (MERCOSUR) a été le seul, en 1996, à enregistrer une croissance des échanges plus importante entre ses membres qu'avec le reste du monde, ce qui confirme que la croissance relativement plus rapide du commerce intrarégional observée en Amérique latine est un phénomène sous-régional plutôt que régional. Alors qu'elle n'avait connu que de légères variations ces dernières années, la part des échanges internes dans l'ensemble des échanges de l'Association latino-américaine d'intégration est tombée à 16 % en 1996, soit une diminution de près d'un point de pourcentage.

49. Le déficit commercial de la région a diminué de près de 800 millions de dollars pour s'établir à 8 milliards de dollars. Toutefois, cette amélioration s'explique en grande partie par les tendances favorables du marché pétrolier, l'excédent commercial du seul Venezuela ayant augmenté de 5 milliards de dollars. En fait, le déficit commercial s'est creusé dans la majorité des pays, seuls faisant exception ceux dont l'activité économique s'est ralentie (à savoir la Colombie, El Salvador, l'Équateur, le Panama, le Paraguay et le Pérou, ainsi que le Venezuela).

50. En dehors du Venezuela, les changements les plus importants sur le plan quantitatif sont survenus au Brésil, où le déficit commercial s'est creusé, en Argentine, où un lourd déficit est réapparu et en Équateur, où l'excédent commercial a considérablement augmenté.

B. Solde du compte des opérations courantes et financement extérieur

51. Le déficit du compte des opérations courantes de l'Amérique latine et des Caraïbes a peu augmenté, passant de 32 milliards de dollars en 1995 à 32,5 milliards de dollars en 1996. Il est donc resté de loin inférieur au fort déficit de 1994, qui avait frôlé les 50 milliards de dollars (voir tableau 9). Le déficit de 1996 n'a atteint que 2 % du PIB et, les avoirs de réserve de la région ayant augmenté de 18,5 milliards de dollars, son financement n'a pas fait difficulté.

52. La région a continué de progresser sur la voie d'une entière participation aux activités des marchés financiers internationaux, un processus repris vers la mi-1995 après avoir été sérieusement compromis au cours des premiers mois de l'année par la crise financière mexicaine et ses répercussions en Argentine. La composition des flux de capitaux, qui avait commencé à se modifier en 1995, a continué de se transformer en 1996. Les changements sont survenus après que les pays de la région, en particulier le Mexique et l'Argentine, ont reçu une aide financière internationale importante en 1995, et dans un environnement international extrêmement favorable caractérisé par des taux d'intérêt stables aux États-Unis et faibles en Allemagne et, surtout, au Japon. Ainsi, en 1996, les capitaux à long terme ont contribué pour beaucoup au financement du déficit des opérations courantes.

53. Les investissements étrangers directs qui, en 1995, s'étaient chiffrés à 22 milliards de dollars, ont continué à augmenter en 1996, atteignant le montant record de 30,8 milliards de dollars. Les flux de capitaux de ce type ont à nouveau été très importants en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Mexique et au Pérou et ont atteint des niveaux sans précédent en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Pérou et en République dominicaine. Les tendances sont restées positives dans d'autres pays également. Par contre, au Mexique, les investissements directs sont restés relativement stables par rapport à l'année précédente (7 milliards de dollars) en raison de la crise financière de 1995. En 1994, ils avaient atteint le montant record de 11 milliards de dollars.

54. Les émissions d'obligations, qui avaient commencé à augmenter à la mi-1995, ont continué sur leur lancée. Pour les 10 premiers mois de 1996, elles se sont chiffrées à 41 milliards de dollars, un montant sans précédent représentant près de la moitié du total de l'ensemble des pays en développement. Les principaux emprunteurs ont été le Mexique, l'Argentine et le Brésil et, dans une moindre mesure, le Chili, la Colombie et le Venezuela.

55. La dette extérieure de la région s'est élevée à 607 milliards de dollars et son taux de croissance, soit 3,4 %, a été le plus faible depuis 1991 (voir tableau 10). L'une des raisons de ce ralentissement de la croissance de la dette a été la baisse du cours des monnaies européennes et du yen vis-à-vis du dollar, qui s'est traduite par une contraction de la dette libellée dans ces monnaies. Un autre facteur a été la diminution du montant nominal de la dette de plusieurs pays, en particulier le Nicaragua et le Venezuela.

56. Les indicateurs relatifs à la dette extérieure de la région ont continué à s'améliorer, ce qu'ils faisaient depuis 1987, et ils se sont établis à des niveaux semblables à ceux d'avant la crise de la dette des années 80. Les intérêts versés ont été ramenés à 14,5 % de la valeur des exportations de biens et services : ils ont augmenté moins vite que les exportations. C'est principalement dans les pays dont la dette extérieure avait grossi en 1995 que les intérêts payés ont augmenté.

57. Un certain nombre de pays d'Amérique latine lourdement endettés ont beaucoup progressé dans la renégociation de leur dette extérieure. Le Pérou, qui avait déclaré un moratoire sur le remboursement de sa dette en 1983, a bien avancé sur la voie de la normalisation en concluant des accords de rééchelonnement avec le Club de Paris, les banques commerciales et la Fédération de Russie. Le Gouvernement péruvien a, au titre du Plan Brady, conclu un accord final sur la restructuration de sa dette commerciale.

58. Le Nicaragua restructure à grands pas sa dette extérieure. En décembre 1995, il avait racheté 81 % de sa dette vis-à-vis des banques commerciales à 8 % de sa valeur nominale. En 1996, il est parvenu à un accord de renégociation de sa dette avec la Fédération de Russie. Il a également pu obtenir une remise de dette des Gouvernements mexicain et allemand et a ainsi réduit sa dette extérieure de plus de 4 milliards de dollars. Le Honduras et le Guyana ont également signé des accords de restructuration de leur dette bilatérale avec les pays membres du Club de Paris. Le Panama a obtenu le rééchelonnement de ses arriérés de paiement vis-à-vis des banques commerciales. Quant au Gouvernement cubain, il a entretenu des contacts officieux avec ses créanciers étrangers, notamment les Gouvernements espagnol, français et japonais. Vers la fin de l'année, l'Équateur a annoncé qu'il entamerait lui aussi des négociations avec le Club de Paris en vue du rééchelonnement de sa dette bilatérale.

Tableau 1

Amérique latine et Caraïbes : principaux indicateurs économiques

Indicateur	1993	1994	1995	1996 ^a
Taux annuel de variation				
<u>Activités économiques et prix</u>				
Produit intérieur brut	3,8	5,3	0,3	3,4
Produit intérieur brut par habitant	2,0	3,5	-1,3	1,7
Prix à la consommation	887,4	337,4	25,6	19,3
Termes de l'échange	-1,6	2,0	3,0	0,0
Montant (en milliards de dollars)				
<u>Secteur extérieur</u>				
Exportations de marchandises	157,7	183,7	223,4	248,1
Importations de marchandises	166,1	197,6	222,0	245,5
Balance commerciale des marchandises	-8,4	-13,9	1,4	2,5
Balance du compte des opérations courantes	-43,9	-48,6	-31,9	-32,5
Solde du compte en capital et du compte financier	56,9	38,5	26,4	49,8
Balance des paiements	13,0	-10,1	-5,6	17,3
Encours total de la dette extérieure	513,1	545,4	598,5	607,2

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), sur la base d'informations fournies par des organismes publics nationaux.

^a Estimations préliminaires.

Tableau 2

Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit intérieur brut total
 (En pourcentage de variation, sur la base de valeurs aux prix de 1990)

	Taux annuel de variation							Taux annuel moyen	
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a	1981-1990	1991-1996
Région ^b	-0,3	3,4	2,7	3,8	5,3	0,3	3,4	1,1	3,1
Argentine	-0,1	9,5	8,4	5,3	6,7	-4,6	3,5	-0,3	4,7
Bolivie	4,6	5,3	1,6	4,2	4,8	3,7	4,0	0,2	4,0
Brésil	-4,7	0,1	-1,1	4,4	5,7	3,9	3,0	1,3	2,7
Chili	3,3	7,1	10,5	6,0	4,1	8,2	6,5	3,0	7,0
Colombie	3,8	1,6	4,0	5,1	6,3	5,7	3,5	3,7	4,4
Costa Rica	3,5	2,1	7,3	6,0	4,4	2,3	0,5	2,2	3,7
Cuba	-3,2	-10,9	-11,2	-14,7	0,6	2,4	7,0	3,7	-4,8
El Salvador	4,8	3,6	7,5	7,4	6,0	6,1	3,5	-0,4	5,6
Équateur	0,3	5,3	3,7	2,5	4,7	2,7	2,0	1,4	3,4
Guatemala	3,0	3,7	4,9	4,0	4,1	5,0	3,0	0,9	4,1
Haïti	-0,1	4,9	-13,2	-2,5	-8,4	4,4	2,0	-0,5	-2,4
Honduras	-0,8	2,0	6,3	7,0	-1,3	3,2	3,5	2,4	3,4
Mexique	5,2	4,3	3,7	1,9	4,6	-6,6	4,5	1,9	2,0
Nicaragua	0,0	-0,3	0,9	-0,4	4,0	4,7	5,5	-1,5	2,4
Panama	8,0	8,1	7,5	3,8	3,8	1,9	2,0	1,6	4,5
Paraguay	3,0	2,4	1,6	4,1	2,9	4,5	2,0	3,0	2,9
Pérou	-5,4	2,8	-0,9	5,8	13,9	7,7	2,0	-1,2	5,1
République dominicaine	-4,9	0,8	6,7	2,2	4,3	4,7	7,5	2,4	4,3
Uruguay	0,6	3,2	7,8	3,3	6,9	-2,8	5,0	0,0	3,8
Venezuela	7,0	9,7	6,1	0,7	-2,5	2,3	-1,5	-0,7	2,4
Total partiel, Caraïbes	2,2	1,8	0,7	0,2	2,6	2,1	2,5	0,1	1,5
Antigua-et-Barbuda	3,5	4,3	1,7	3,4	5,5	-3,8	-6,0	6,4	0,9
Barbade	-3,0	-3,5	-5,6	0,9	3,4	2,6	5,5	1,1	0,6
Belize	10,3	3,1	9,5	4,3	1,5	3,8	3,5	4,5	4,3
Dominique	6,3	2,2	2,7	1,9	2,1	1,8	..	4,4	2,1 ^c
Grenade	5,2	3,6	1,1	-1,3	2,3	2,3	3,0	4,9	1,8 ^c
Guyana	-5,0	7,9	11,2	8,6	9,4	5,1	6,5	-2,9	8,1
Jamaïque	5,4	0,7	1,6	1,5	0,7	0,8	0,0	2,2	0,9
Saint-Kitts-et-Nevis	3,0	3,8	3,6	4,0	3,2	2,0	..	5,8	3,3 ^c
Sainte-Lucie	4,4	2,3	7,1	2,3	2,8	3,8	7,0	6,8	4,2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	7,0	3,1	6,5	1,3	0,4	3,0	3,5	6,5	3,0
Suriname	0,1	3,5	5,8	-4,5	-0,8	..	..	0,5	0,9 ^d
Trinité-et-Tobago	1,4	3,3	-1,4	-1,3	3,9	2,8	3,0	-2,6	1,7

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1990.

Note : Compte non tenu, dans les totaux et totaux partiels, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

^a Estimations préliminaires.

^b Non compris Cuba.

^c 1990-1995.

^d 1991-1994.

Tableau 3

Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit intérieur brut par habitant
 (En pourcentage de variation, sur la base de valeurs aux prix de 1990)

	Taux annuel de variation							Taux annuel moyen de variation	
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a	1981-1990	1991-1996
Région ^b	-2,1	1,5	0,9	2,0	3,5	-1,3	1,7	-0,9	1,1
Argentine	-1,5	8,0	6,9	3,9	5,3	-5,9	2,2	-1,8	-3,3
Bolivie	2,3	2,8	-0,8	1,7	2,2	1,3	1,8	-1,9	1,5
Brésil	-6,3	-1,5	-2,6	3,0	4,2	2,5	1,8	-0,7	1,2
Chili	1,6	5,4	8,7	4,2	2,5	6,5	5,2	1,3	5,3
Colombie	1,8	-0,4	2,0	3,1	4,3	3,9	1,7	1,6	2,4
Costa Rica	0,8	-0,4	4,7	3,5	1,9	0,0	-1,7	0,6	1,3
Cuba	-4,0	-11,6	-11,8	-15,2	0,0	1,8	6,5	2,8	-7,6
El Salvador	2,9	1,4	5,0	4,7	3,4	3,6	1,1	-1,4	3,2
Équateur	-2,0	2,9	1,3	0,3	2,5	0,5	-0,3	-1,1	1,2
Guatemala	0,1	0,8	1,9	1,1	1,2	2,0	0,2	-2,0	1,2
Haïti	-2,2	2,8	-14,9	-4,4	-10,2	2,3	-0,1	-2,4	-4,3
Honduras	-3,7	-1,0	3,2	3,9	-4,1	0,3	0,4	-0,8	0,4
Mexique	3,3	2,3	1,8	0,0	2,8	-8,2	2,7	-0,2	0,2
Nicaragua	-2,4	-3,0	-2,0	-3,3	1,0	1,7	2,7	-3,9	-0,5
Panama	5,9	6,0	5,5	1,9	1,9	0,1	0,3	-0,5	2,6
Paraguay	0,0	-0,5	-1,1	1,3	0,2	1,8	-0,7	0,0	0,2
Pérou	-7,1	0,9	-2,6	4,0	12,0	5,9	0,2	-3,3	3,3
République dominicaine	-6,9	-1,2	4,6	0,3	2,3	2,9	5,4	0,2	2,4
Uruguay	0,1	2,6	7,2	2,7	6,3	-3,3	4,2	-0,6	3,2
Venezuela	4,4	7,1	3,6	-1,6	-4,6	0,1	-3,6	-3,2	0,1
Total partiel, Caraïbes	1,4	1,0	-0,2	-0,7	1,7	1,2	1,5	-0,9	0,5
Antigua-et-Barbuda	2,8	3,0	0,4	2,1	4,2	-5,0	-6,6	5,9	-0,4
Barbade	-3,3	-3,9	-6,0	0,5	3,0	2,2	5,1	0,7	0,1
Belize	7,4	0,5	6,7	1,7	-1,1	1,1	0,8	1,9	1,6
Dominique	6,6	2,2	2,7	1,9	2,1	1,8	..	4,8	2,1 ^c
Grenade	5,0	3,4	0,9	-1,5	2,1	2,1	2,6	4,7	1,6
Guyana	-5,2	7,2	10,2	7,4	8,4	3,8	5,4	-3,4	7,0
Jamaïque	4,9	0,0	1,0	0,8	0,1	0,2	-0,7	1,1	0,2
Saint-Kitts-et-Nevis	3,5	4,3	4,1	4,5	3,7	2,5	..	7,0	3,8 ^c
Sainte-Lucie	3,0	1,0	5,7	0,9	1,5	2,4	5,6	5,3	2,8
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6,0	2,2	5,6	0,4	-0,5	2,1	2,7	5,5	2,0
Suriname	-1,1	2,3	4,6	-5,6	-1,9	..	..	-0,7	-0,2 ^d
Trinité-et-Tobago	0,1	2,1	-2,5	-2,4	2,7	1,7	2,0	-3,9	0,6

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1990.

Note : Compte non tenu, dans les totaux et totaux partiels, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

^a Estimations préliminaires.

^b Non compris Cuba.

^c 1991-1995.

^d 1991-1994.

Tableau 4
 Amérique latine et caraïbes : variations de l'indice des prix à la consommation
 (Variations de décembre à décembre)

	Taux annuel moyen de variation		Taux annuel de variation						
	1980- 1984	1985- 1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a
Région	84,4	229,8	1 191,0	199,7	418,0	887,4	336,8	25,5	19,3
Argentine	222,8	444,4	1 343,9	84,0	17,5	7,4	3,9	1,6	0,4 ^b
Barbade	10,5	3,9	3,4	8,1	3,4	-1,0	0,5	3,4	2,7 ^c
Bolivie	195,6	268,8	18,0	14,5	10,5	9,3	8,5	12,6	9,7 ^b
Brésil	121,8	383,3	1 584,6	475,8	1 149,1	2 489,1	929,3	22,0	10,6 ^b
Chili	22,1	20,2	27,3	18,7	12,7	12,2	8,9	8,2	6,6 ^b
Colombie	22,8	24,0	32,4	26,8	25,1	22,6	22,6	19,5	21,9 ^b
Costa Rica	35,5	16,2	27,3	25,3	17,0	9,0	19,9	22,6	14,0 ^b
El Salvador	13,7	23,2	19,3	9,8	20,0	12,1	8,9	11,4	7,2 ^b
Équateur	24,4	41,5	49,5	49,0	60,2	31,0	25,4	22,8	26,2 ^b
Guatemala	5,7	17,0	59,6	10,2	14,2	11,6	11,6	8,6	10,4 ^b
Guyana	19,4	18,1	...	...	2,6	...	16,1	8,1	6,7 ^b
Haïti	10,5	2,5	26,1	6,6	18,0	39,3	14,4	7,3	16,1 ^d
Honduras	9,8	4,9	36,4	21,4	6,5	13,0	28,9	26,8	26,0 ^b
Jamaïque	16,9	13,9	29,7	80,2	40,2	30,1	26,9	25,5	22,7 ^e
Mexique	53,7	77,3	29,9	18,9	11,9	8,0	7,1	52,1	27,8 ^b
Nicaragua	30,1	1 674,4	13 490,2	775,4	3,5	19,5	12,5	11,1	9,2 ^b
Panama	5,7	0,4	0,8	1,1	1,6	0,9	1,4	0,8	1,0 ^d
Paraguay	15,3	25,5	44,1	11,8	17,8	20,4	18,3	10,5	8,8 ^b
Pérou	82,7	371,8	7 649,6	139,2	56,7	39,5	15,4	10,2	11,9 ^b
République dominicaine	12,5	29,2	79,9	7,9	5,2	2,8	14,3	9,2	3,8 ^e
Trinité-et-Tobago	14,7	9,0	9,5	2,3	8,5	13,4	5,5	3,8	3,1 ^f
Uruguay	43,3	70,8	129,0	81,3	59,0	52,9	44,1	35,4	25,5 ^b
Venezuela	13,0	30,6	36,5	31,0	31,9	45,9	70,8	56,6	109,2 ^b

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base d'informations fournies par des organismes publics nationaux.

^a Chiffres correspondant à la variation du prix au cours de la période de 12 mois achevée le mois indiqué pour chaque pays.

^b Variations entre novembre 1995 et novembre 1996.

^c Variations entre juin 1995 et juin 1996.

^d Variations entre septembre 1995 et septembre 1996.

^e Variations entre octobre 1995 et octobre 1996.

^f Variations entre juillet 1995 et juillet 1996.

Tableau 5

Amérique latine et Caraïbes : indices des taux de change effectifs réels
 pour les exportations^a

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^b
<u>Sur la base de l'indice des prix à la consommation</u>									
Argentine	58,7	94,7	100,0	83,3	77,5	74,0	78,4	87,0	89,0
Bolivie	72,8	50,4	100,0	108,3	116,3	117,6	125,1	126,5	120,5
Brésil	141,7	149,9	100,0	119,7	128,4	113,5	92,6	70,5	65,0
Chili	50,5	71,2	100,0	98,9	95,3	97,5	96,5	92,4	88,1
Colombie	52,2	59,6	100,0	101,0	90,0	85,6	74,8	74,5	71,6
Costa Rica	64,7	90,0	100,0	108,3	103,0	100,4	101,0	98,8	98,9
El Salvador	139,0	75,9	100,0	98,4	98,2	88,0	83,9	80,9	75,6
Équateur	48,4	62,3	100,0	95,2	94,7	83,5	78,2	78,5	80,0
Guatemala	57,0	47,2	100,0	87,9	87,0	88,9	85,1	82,6	82,5
Haïti	82,4	64,6	100,0	94,0	95,2	112,0	91,5	80,4	74,6
Honduras	66,4	53,4	100,0	107,9	102,4	112,5	125,3	112,3	114,7
Mexique	76,2	95,3	100,0	91,1	84,1	79,7	81,9	121,1	109,4
Nicaragua	243,4	70,1	100,0	104,6	105,2	108,3	113,3	118,8	117,1
Paraguay	50,4	80,8	100,0	86,9	90,6	93,9	97,4	106,8	104,3
Pérou	220,2	232,6	100,0	82,1	80,9	89,1	84,6	85,6	82,4
République dominicaine	86,0	112,5	100,0	100,6	101,3	96,0	95,4	93,3	90,0
Uruguay	59,5	78,0	100,0	88,1	84,1	76,8	76,6	79,4	80,4
Venezuela	45,9	52,2	100,0	93,9	88,5	88,9	92,5	70,6	90,0
<u>Sur la base de l'indice des prix de gros</u>									
Argentine	60,4	76,2	100,0	104,8	113,5	114,9	124,3	122,6	118,9
Brésil	158,4	134,0	100,0	123,6	130,0	117,7	99,8	98,6	100,7
Chili	56,0	71,1	100,0	95,3	90,8	93,2	94,0	88,0	83,8
Colombie	61,5	64,4	100,0	99,9	92,4	93,0	85,0	87,4	87,1
Mexique	83,2	95,9	100,0	89,6	82,3	76,7	79,1	113,7	100,7
Venezuela	60,9	59,1	100,0	98,0	95,2	94,3	89,8	69,8	83,9

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres fournis par le Fonds monétaire international (FMI).

^a Moyenne des indices des taux de change réels (principaux taux de change officiels) de la monnaie de chaque pays vis-à-vis des monnaies de ses principaux partenaires commerciaux, pondérées par le volume de ses exportations à destination de ces pays.

^b Estimations préliminaires.

Tableau 6

Amérique latine et Caraïbes : exportations de marchandises, f.o.b.
 (1990 = 100; taux annuels de variation)

	Valeur				Valeur unitaire				Volume			
	Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation		
		1996	1994	1995		1996	1996	1994		1995	1996	1996	1994	1995	1996
Région	182	16,3	21,3	11,0	113	6,6	9,8	1,0	161	9,1	10,7	9,9
Argentine	193	20,8	32,3	13,5	130	1,9	10,1	6,0	148	18,5	20,3	7,1
Bolivie	133	38,8	5,7	6,1	91	15,6	0,5	-3,5	147	20,1	5,2	9,9
Brésil	153	11,3	5,5	3,2	104	6,5	7,9	1,0	148	4,5	-2,3	2,2
Chili	183	26,1	38,2	-4,5	106	12,6	23,9	-13,5	173	12,0	11,5	10,5
Colombie	152	17,8	18,5	3,4	110	15,1	16,0	-2,0	138	2,4	2,2	5,5
Costa Rica	198	12,6	24,0	3,0	133	8,0	14,0	-1,0	149	4,3	8,7	4,1
El Salvador	271	71,2	32,6	5,1	122	29,7	15,1	-5,0	223	32,0	15,3	10,6
Équateur	178	25,5	13,5	10,5	111	13,5	5,9	6,0	159	10,6	7,1	4,2
Guatemala	165	13,7	39,0	-7,2	124	8,0	16,5	-5,5	133	5,3	19,4	-1,8
Haïti	32	-30,1	84,2	-19,0	78	6,0	10,0	-3,5	41	-34,1	67,4	-16,1
Honduras	152	7,6	41,4	4,8	121	21,6	10,1	-8,5	126	-11,5	28,4	14,5
Mexique	235	17,3	30,6	20,0	126	4,9	5,0	0,5	187	11,8	24,4	19,4
Nicaragua	190	31,5	50,6	19,1	109	18,1	17,0	-6,0	174	11,4	28,7	26,7
Panama	172	10,8	0,9	-4,6	103	1,1	2,1	-6,0	168	9,6	-1,1	1,5
Paraguay	192	24,3	28,1	-6,5	107	8,3	7,0	0,0	180	14,8	19,7	-6,5
Pérou	177	29,8	21,9	5,6	113	10,1	12,7	0,5	157	17,9	8,2	5,1
République dominicaine	115	26,0	19,1	10,2	111	8,0	14,5	-1,5	104	16,6	4,0	11,8
Uruguay	138	10,5	10,1	11,1	115	7,4	10,8	-3,0	120	2,9	-0,7	14,5
Venezuela	129	9,0	17,1	20,9	89	1,5	10,5	11,0	146	7,3	6,0	8,9

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données fournies par le Fonds monétaire international (FMI) et des organismes publics nationaux.

Tableau 7

Amérique latine et Caraïbes : importations de marchandises, f.o.b.
 (1990 = 100; taux annuels de variation)

	Valeur				Valeur unitaire				Volume			
	Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation			Indice	Taux annuel de variation		
		1996	1994	1995		1996	1996	1994		1995	1996	1996
Région	233	18,9	12,3	10,6	110	3,6	7,1	1,0	212	14,8	4,9	9,5
Argentine	600	29,2	-6,7	19,5	113	3,0	8,9	1,0	530	25,4	-14,4	18,3
Bolivie	194	-0,4	14,1	23,9	101	-1,1	0,8	-0,5	192	0,7	13,2	24,5
Brésil	254	31,4	49,4	5,7	101	3,3	13,7	1,0	251	27,2	31,4	4,7
Chili	232	6,9	34,7	11,2	107	3,5	9,4	1,0	217	3,2	23,1	10,1
Colombie	255	21,5	17,0	1,0	88	0,5	9,6	0,0	289	20,9	6,8	1,0
Costa Rica	166	6,2	5,9	1,3	117	3,7	9,0	-0,5	142	2,4	-2,9	1,8
El Salvador	238	36,3	31,5	-1,7	110	17,2	8,1	-2,0	216	16,3	21,6	0,3
Équateur	208	32,7	24,8	-13,3	122	6,0	9,0	0,0	170	25,1	14,5	-13,3
Guatemala	213	6,8	19,1	0,1	113	-1,1	7,6	-0,5	188	8,0	10,7	0,6
Haïti	112	-47,1	268,8	-4,8	96	2,9	6,5	2,0	116	-48,5	246,2	-6,7
Honduras	189	12,3	48,2	8,8	110	8,8	15,3	0,0	172	3,2	28,6	8,8
Mexique	213	21,4	-8,7	22,4	120	5,0	6,0	0,5	178	15,7	-13,8	21,8
Nicaragua	176	19,0	8,6	18,0	117	2,1	7,1	0,0	151	16,6	1,4	18,0
Panama	188	9,7	6,8	-1,8	119	3,4	5,6	0,0	159	6,0	1,1	-1,8
Paraguay	236	30,8	27,4	-14,4	106	-0,4	6,0	-0,5	223	31,3	20,2	-14,0
Pérou	266	34,5	38,6	1,4	117	8,1	8,7	1,5	228	24,5	27,5	-0,1
République dominicaine	178	7,4	22,4	14,3	96	2,5	3,0	0,5	185	4,8	18,8	13,8
Uruguay	240	22,7	3,2	13,3	113	1,0	9,0	0,5	212	21,5	-5,3	12,8
Venezuela	153	-26,1	36,2	-8,5	105	0,5	9,0	-0,5	146	-26,5	24,9	-8,0

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données fournies par le Fonds monétaire international et des organismes publics nationaux.

Tableau 8

Amérique latine et Caraïbes : termes de l'échange (marchandises)
 (1990 = 100; taux annuels moyens de variation)

	Indice									Taux annuel moyen de variation	
	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1981-1990	1991-1996
Région	139	105	100	99	99	98	100	103	103	-3,2	0,5
Argentine	154	123	100	102	109	109	108	109	115	-4,2	2,3
Bolivie	134	144	100	98	81	79	93	93	90	-2,9	-1,8
Brésil	120	101	100	105	104	105	108	102	102	-1,8	0,4
Chili	124	91	100	102	101	94	103	116	100	-2,1	-0,1
Colombie	116	101	100	107	109	105	120	127	125	-1,5	3,7
Costa Rica	104	108	100	104	106	105	109	114	114	-0,4	2,1
El Salvador	108	83	100	99	99	97	107	114	111	-0,8	1,7
Équateur	166	142	100	90	88	83	88	86	91	-4,9	-1,6
Guatemala	113	93	100	104	104	98	107	116	110	-1,2	1,6
Haïti	170	154	100	84	80	81	83	86	81	-5,2	-3,4
Honduras	107	87	100	105	99	113	126	121	110	-0,7	1,7
Mexique	150	94	100	101	106	106	106	105	105	-4,0	0,8
Nicaragua	145	112	100	93	68	79	91	99	93	-3,7	-1,1
Panama	107	88	100	98	98	98	95	92	87	-0,7	-2,4
Paraguay	91	82	100	100	99	91	99	100	101	0,9	0,1
Pérou	139	95	100	96	95	92	94	97	96	-3,2	-0,6
République dominicaine	183	151	100	109	102	100	106	118	115	-5,9	2,4
Uruguay	84	84	100	100	103	98	104	106	102	1,8	0,3
Venezuela	165	139	100	83	79	74	75	76	85	-4,9	-2,7

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de données fournies par des organismes publics nationaux.

Tableau 9

Amérique latine et Caraïbes : balance des paiements

(En millions de dollars)

	Exportations des marchandises ^a			Importations de marchandises ^a			Balance des marchandises			Balance des services			Balance des biens et services		
	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b
Région ^c	183 715	223 411	248 055	197 583	221 971	245 545	(13 868)	1 440	2 510	(11 748)	(10 235)	(10 510)	(25 616)	(8 795)	(8 000)
Argentine	15 840	20 964	23 800	20 076	18 727	22 370	(4 236)	2 237	1 430	(2 856)	(2 158)	(2 530)	(7 092)	79	(1 100)
Bolivie	985	1 042	1 105	1 064	1 215	1 505	(79)	(173)	(400)	(112)	(126)	(210)	(191)	(299)	(610)
Brésil	44 102	46 506	48 000	33 241	49 663	52 500	10 861	(3 157)	(4 500)	(5 346)	(7 495)	(8 000)	5 515	(10 652)	(12 500)
Chili	11 604	16 039	15 325	10 879	14 655	16 290	725	1 384	(965)	22	(149)	(130)	747	1 235	(1 095)
Colombie	8 754	10 373	10 725	11 040	12 921	13 045	(2 286)	(2 548)	(2 320)	287	90	290	(1 999)	(2 458)	(2 030)
Costa Rica	2 102	2 606	2 685	2 788	2 952	2 990	(686)	(346)	(305)	288	225	155	(398)	(121)	(150)
El Salvador	1 252	1 661	1 745	2 407	3 165	3 110	(1 155)	(1 504)	(1 365)	(57)	(65)	(65)	(1 212)	(1 569)	(1 430)
Équateur	3 844	4 362	4 820	3 282	4 095	3 550	562	267	1 270	(177)	(129)	(50)	385	138	1 220
Guatemala	1 550	2 155	2 000	2 547	3 033	3 035	(997)	(878)	(1 035)	46	(29)	100	(951)	(907)	(935)
Guyana	463	496	560	504	537	580	(41)	(41)	(20)	(9)	(7)	(10)	(50)	(48)	(30)
Haïti	57	105	85	141	520	495	(84)	(415)	(410)	(57)	(133)	(170)	(141)	(548)	(580)
Honduras	918	1 298	1 360	1 060	1 571	1 710	(142)	(273)	(350)	(12)	(97)	(95)	(154)	(370)	(445)
Mexique	60 882	79 542	95 450	79 346	72 453	88 685	(18 464)	7 089	6 765	(2 604)	871	880	(21 068)	7 960	7 645
Nicaragua	351	529	630	784	852	1 005	(433)	(323)	(375)	(71)	(99)	(100)	(504)	(422)	(475)
Panama	6 015	6 070	5 790	6 458	6 897	6 770	(443)	(827)	(980)	165	467	695	(278)	(360)	(285)
Paraguay	2 218	2 840	2 655	3 545	4 517	3 865	(1 327)	(1 677)	(1 210)	553	567	630	(774)	(1 110)	(580)
Pérou	4 574	5 576	5 890	5 545	7 687	7 795	(971)	(2 111)	(1 905)	(480)	(781)	(560)	(1 451)	(2 892)	(2 465)
République dominicaine	644	767	845	2 276	2 786	3 185	(1 632)	(2 019)	(2 340)	1 299	1 848	1 865	(333)	(171)	(475)
Uruguay	1 913	2 106	2 340	2 600	2 682	3 040	(687)	(576)	(700)	450	358	290	(237)	(218)	(410)
Venezuela	16 110	18 870	22 805	8 504	11 580	10 600	7 606	7 290	12 205	(3 086)	(3 400)	(3 505)	4 520	3 890	8 700

	Balance des transferts courants			Balance des comptes de revenu			Balance du compte des opérations courantes			Balance du compte de capital et du compte financier			Balance globale		
	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b	1994	1995	1996 ^b
Région ^c	12 053	14 266	14 290	(35 076)	(37 389)	(38 815)	(48 639)	(31 918)	(32 525)	38 532	26 350	49 775	(10 107)	(5 568)	17 250
Argentine	319	432	400	(2 590)	(2 901)	(3 500)	(9 363)	(2 390)	(4 200)	8 688	180	5 850	(675)	(2 210)	1 650
Bolivie	267	234	250	(202)	(237)	(205)	(126)	(302)	(565)	76	258	815	(50)	(44)	250
Brésil	2 423	3 621	3 000	(9 091)	(11 105)	(10 800)	(1 153)	(18 136)	(20 300)	7 696	31 109	26 300	6 543	12 973	6 000
Chili	358	355	410	(1 744)	(1 430)	(1 710)	(639)	160	(2 395)	3 855	921	3 700	3 216	1 081	1 305
Colombie	862	679	460	(2 082)	(2 338)	(3 090)	(3 219)	(4 117)	(4 660)	3 394	4 479	4 910	175	362	250
Costa Rica	142	134	180	(207)	(196)	(155)	(463)	(183)	(125)	376	412	35	(87)	229	(90)
El Salvador	1 289	1 389	1 370	(95)	(96)	(125)	(18)	(276)	(185)	131	423	285	113	147	100
Équateur	145	231	245	(1 210)	(1 191)	(1 265)	(680)	(822)	200	(81)	320	(570)	(761)	(502)	(370)
Guatemala	449	493	625	(136)	(159)	(170)	(638)	(573)	(480)	595	420	600	(43)	(153)	120
Guyana	32	39	40	(83)	(86)	(85)	(101)	(95)	(75)	37	6	(5)	(64)	(89)	(80)
Haïti	156	505	280	(11)	(24)	(10)	4	(67)	(310)	(25)	260	250	(21)	193	(60)
Honduras	81	247	275	(255)	(73)	5	(328)	(196)	(165)	307	70	75	(21)	126	(90)
Mexique	4 011	3 965	4 465	(12 362)	(12 579)	(13 110)	(29 419)	(654)	(1 000)	11 753	(14 652)	1 700	(17 666)	(15 306)	700
Nicaragua	241	75	95	(465)	(359)	(300)	(728)	(706)	(680)	(55)	(496)	190	(783)	(1 202)	(490)
Panama	221	227	220	(461)	(454)	(450)	(518)	(587)	(515)	116	681	665	(402)	94	150
Paraguay	32	44	40	(12)	6	0	(754)	(1 060)	(540)	1 084	1 087	445	330	27	(95)
Pérou	606	491	550	(1 695)	(1 837)	(1 555)	(2 540)	(4 238)	(3 470)	4 044	3 776	5 110	1 504	(462)	1 640
République dominicaine	493	1 001	1 145	(319)	(497)	(525)	(159)	333	145	(228)	(196)	(85)	(387)	137	60
Uruguay	41	32	45	(243)	(173)	(170)	(439)	(359)	(535)	677	568	710	238	209	175
Venezuela	(83)	111	235	(1 896)	(1 746)	(1 680)	2 541	2 255	7 255	(3 871)	(3 270)	(1 210)	(1 330)	(1 015)	6 045

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base d'informations fournies par le Fonds monétaire internationale et des organismes publics nationaux.

^a Y compris le secteur des entreprises de montage délocalisées.

^b Estimations préliminaires de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

^c Non compris le Guyana.

Tableau 10

Amérique latine et Caraïbes : encours total de la dette extérieure^a

(Millions de dollars et taux de variation annuels; solde en fin d'exercice)

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^b
Région ^c	220 444	379 244	443 049	446 523	462 653	513 063	545 389	598 483	607 230
Argentine	27 162	49 326	62 233	58 413	59 123	67 802	79 345	89 679	96 000
Bolivie	2 340	3 294	3 768	3 582	3 784	3 777	4 216	4 523	4 740
Brésil	64 000	105 126	123 439	123 910	135 949	145 726	148 295	159 200	175 000
Chili	11 207	20 043	18 576	17 319	18 964	19 665	21 768	21 736	21 545
Colombie	6 805	14 063	17 848	17 312	16 862	18 370	21 280	23 431	26 150
Costa Rica	2 209	4 140	3 924	3 992	3 992	3 827	3 818	3 794	3 700
Cuba	..	..	..	..	..	8 795	9 083	9 162	..
El Salvador	1 176	1 805	2 076	2 102	2 338	1 988	2 069	2 243	2 485
Équateur	4 167	8 111	12 222	12 802	12 795	13 631	14 589	13 934	14 700
Guatemala	1 053	2 536	2 487	2 403	2 252	2 086	2 160	2 107	2 050
Guyana	449	1 308	1 812	1 873	2 054	2 062	2 000	2 058	..
Haïti	290	600	841	809	873	866	875	901	915
Honduras	1 388	3 034	3 588	3 441	3 539	3 904	4 152	4 372	4 300
Jamaïque	1 734	3 355	4 152	3 874	3 678	3 687	3 652	3 452	3 855
Mexique	50 700	97 800	101 900	114 900	114 000	127 500	136 500	161 100	160 000
Nicaragua	1 825	4 936	10 616	10 312	10 806	10 987	11 624	10 242	6 100
Panama	2 271	3 642	3 795	3 699	3 548	3 494	3 663	3 710	5 000
Paraguay	861	1 772	1 670	1 637	1 249	1 218	1 240	1 328	1 310
Pérou	9 595	13 721	19 996	20 787	21 409	26 370	29 282	32 061	32 300
République dominicaine	2 173	3 720	4 499	4 614	4 413	4 559	3 924	4 001	3 950
Trinité-et-Tobago	911	1 763	2 520	2 438	2 215	2 102	2 064	1 905	1 850
Venezuela	26 963	31 238	36 615	32 163	34 674	36 404	35 185	38 692	36 230
Uruguay	1 165	3 551	4 472	4 141	4 136	4 293	4 605	4 852	5 050

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels.

^a Y compris les emprunts contractés auprès du FMI.

^b Chiffres préliminaires. Compte non tenu, dans les totaux, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.